

Monsieur de Metternich

Par Jean-Baptiste Capefigue

Source : Les Diplomates Européens par M Capefigue, tome II Bruxelles Société Belge de Librairie 1844 (Extraits consacrés à la période napoléonienne , pp 15 à 55)

... M. de Metternich entra dans la diplomatie comme simple secrétaire au congrès de Rastadt, puis il accompagna le comte de Stadion dans ses missions en Prusse et à Saint-Pétersbourg; il était auprès du czar, lors de cette alliance de la Russie et de l'Autriche qui n'aboutit à rien par la rapidité du mouvement militaire de Napoléon sur Ulm, et la défection de la Bavière, admirable campagne qui plaça l'empereur des Français au niveau des plus grands capitaines. L'opinion de M. de Metternich, à cette époque, était déjà que pour comprimer Napoléon ce n'était pas trop de la triple alliance de la Prusse, de la Russie et de l'Allemagne : Austerlitz avait prouvé la grandeur de cette France et de son chef. Le comte de Metternich fut appelé à participer à tous les traités de cette époque; ses idées jusqu'alors paraissaient appartenir à l'école de M. de Stadion, qui fut bientôt chargé du ministère des affaires étrangères. Ce ministre désigna M. de Metternich pour l'ambassade de Russie; mais le traité de Presbourg ayant complètement modifié la situation de l'Autriche en Europe, François II préféra envoyer le jeune diplomate auprès de Napoléon. L'ambassadeur salua le 15 août 1806 cette majesté de la gloire et de la fortune; il présenta ses lettres de créance le jour de l'anniversaire solennel.

Le système politique que le comte de Metternich représentait à Paris était compliqué. La maison d'Autriche avait subi bien des revers depuis la première coalition contre la France. Bonaparte, général et consul, lui avait arraché deux fois le Milanais; Moreau l'avait refoulée sur le Danube. Rentrée en lice par son alliance avec la Russie, Austerlitz accabla cette nouvelle coalition, et le cabinet autrichien dut signer le traité de Presbourg : stipulation imposée par la nécessité, qui brisait le vieil empire d'Allemagne, et en finissait en quelque sorte avec la maison d'Autriche.

C'était la politique de ce traité, si fatal pour son empereur, que M. de Metternich était chargé de représenter à Paris. La confédération du Rhin avait bouleversé tout le système allemand, vieux comme la bulle d'or : le Wurtemberg et la Bavière, cessant d'être de simples électors, devenaient des royaumes. La Bavière recevait, aux dépens de l'Autriche, un territoire de plus de douze cents milles carrés, une population de près de trois millions d'âmes, et des revenus de plus de dix-sept millions de florins. L'agrandissement du Wurtemberg, également au préjudice de l'Autriche, quoique moins considérable sans doute, s'élevait encore à près de cent cinquante milles carrés. Le duché de Bade avait part à ces dépouilles. L'Autriche perdait l'État de Venise, le Tyrol, les cinq villes du Danube, la Dalmatie vénitienne, les bouches du Cattaro.

L'acte de la confédération du Rhin, oeuvre de MM. de Talleyrand, Otto et Reinhard, déchira les derniers débris du vieux manteau impérial, et François II dut renoncer à cette antique dignité, désormais un vain titre. Le caractère de Napoléon était de tout envahir : un traité n'était pour lui que l'occasion de se précipiter dans de nouvelles conquêtes ; il avait jeté sa famille en Allemagne en constituant le royaume de Westphalie ; il s'unissait par des mariages au Wurtemberg et à la Bavière. Dans le traité de Presbourg, tout avait été stipulé contre l'Autriche avec une hauteur inflexible.

Après ces grands revers, M. de Metternich crut que le meilleur moyen de reconquérir un peu d'influence en Europe était de conserver l'alliance de Napoléon, ou, pour mieux dire, une exacte neutralité, qui pût permettre à l'Autriche de se dessiner avantageusement dans une circonstance décisive : tôt ou tard elle arriverait. La diplomatie de M. de Metternich fut donc expectante et toute d'examen ; il eut pour mission

spéciale de se tenir bien informé des moindres particularités de cette cour si nouvelle et si étrange, de pénétrer les pensées et les caprices mêmes du puissant empereur des Français.

De nouveaux succès venaient de couronner les armes de Napoléon : la Prusse après avoir malheureusement hésité, s'était jetée tête baissée dans l'alliance de la Russie: vaincue à Iéna la paix de Tilsitt avait posé les bases d'une trêve temporaire; car les traités avec Napoléon ne pouvaient avoir que ce caractère d'instabilité. M. de Metternich reçut de sa cour l'ordre de se rendre favorable le grand souverain par une déférence respectueuse. On craignait alors à Vienne l'effet presque magnétique qu'avait produit Napoléon sur l'esprit d'Alexandre à Tilsitt ; l'entrevue d'Erfurt se préparait, et l'Autriche en redoutait sérieusement les conséquences. M. de Metternich parut souvent aux Tuileries; représentant une vieille maison européenne, lui même d'une bonne naissance avec les manières de l'aristocratie, M. de Metternich réussit dans sa mission. Il régnait à la cour de Napoléon une étiquette, un ton tout à la fois soldatesque et gourmet, un formulaire de cérémonies puériles: et l'homme de bonne maison y jouissait d'une supériorité incontestable par cette aisance de bon goût que donnent l'éducation et l'habitude du monde. L'ambassadeur avait alors trente quatre ans; sa physionomie était noble et distinguée; il paraissait à toutes les fêtes de la cour, se faisait remarquer par l'élégance de ses équipages, par de grandes dépenses. Jeune, brillant, doué d'un esprit fin, d'une parole facile, légèrement accentuée, M. de Metternich passait pour un homme à bonnes fortunes.

L'ambassadeur se livrait à cette douce police politique, qui passait par le cœur pour arriver aux secrets du cabinet. Ses formes séduisantes lui avaient gagné aussi les bonnes grâces de Napoléon, qui aimait à le distinguer dans la foule des ambassadeurs, à causer avec lui, tout en lui reprochant d'être bien jeune pour représenter une vieille maison d'Europe : « Vous n'aviez guère plus que mon âge à Austerlitz, » lui répondit un jour l'ambassadeur. L'empereur n'avait jamais de paroles brusques pour M. de Metternich, car il le regardait comme l'expression du système français en Autriche; plus d'une fois ils avaient agité ensemble ces questions de balance européenne qui occupaient l'esprit de l'empereur dans des proportions si gigantesques. Le système de M. de Metternich était de présenter l'alliance de la France et de l'Autriche comme une nécessité ; il rappelait ce traité de 1756, conclu sous l'influence du duc de Choiseul, comme la base de toute grande politique européenne. L'entrevue d'Erfurt était la crainte constante de M. de Metternich, et Napoléon venait de partir pour cette entrevue, qui devait rapprocher les deux empires du Nord et du Midi; des promesses avaient été échangées entre les empereurs, et dans ces vastes plans, l'Autriche était sacrifiée; on ne l'ignorait pas à Vienne; les tentatives de M. de Metternich à Paris avaient donc été vaines! La guerre d'Espagne venait d'éclater, une race souveraine tombait encore du trône : n'était-ce pas un nouvel avertissement pour la maison d'Autriche? Elle s'en était ouverte à Londres, et l'Angleterre exagéra ses craintes afin de l'entraîner à prendre un parti vigoureux dans la guerre, et à cet effet on sema le bruit d'un changement de ligne dans la dynastie autrichienne, favorisé par Napoléon.

La paix de Presbourg, en posant partout, dans la confédération germanique, les principes et presque l'administration française, avait excité de vifs mécontentements. Des contributions de guerre considérables, les nombreuses vexations que les généraux et les employés s'étaient permises dans leur conquête, avaient exalté toutes les haines. Partout l'esprit antifrançais éclatait pour la liberté de l'Allemagne parmi la noblesse et dans les associations secrètes, associations déjà formidables en 1808; le mouvement libéral était en Europe contre Napoléon, et ce ne fut pas une des dernières causes de sa chute. L'Angleterre encouragea ces dispositions; elle promit des subsides à un cabinet obéré, montrant de loin à l'Autriche la résistance de la Péninsule, les difficultés qu'elle créait à la puissance militaire de Napoléon, depuis la capitulation de Baylen surtout, et l'humiliation des fourches caudines qui avait abaissé l'aigle d'or : pourquoi ne profiterait-on pas de cette circonstance pour secouer les conditions de la paix de Presbourg. L'Angleterre s'engageait à entretenir l'armée autrichienne, si, unissant ses efforts à la cause commune, elle choisissait ce moment pour se déclarer contre la France; la Grande-Bretagne promettait une diversion tout à la fois en Hollande et en Espagne. Cette opinion de guerre prévalut bientôt parmi la noblesse allemande, et le comte de Stadion entra complètement dans les idées anglaises; d'immenses levées se préparèrent, car il fallait sauver la monarchie.

A cette époque, la mission du jeune ambassadeur fut de couvrir par de flatteuses promesses les préparatifs militaires que faisait l'Autriche; ses notes étaient pleines de protestations de paix, de témoignages de confiance, et pouvait-il faire autre chose? La mission d'un diplomate n'est-elle pas de tempérer les événements et de détourner les premiers effets de la colère et de la vengeance de nation à nation? L'Autriche ne voulait engager la guerre qu'alors que Napoléon serait complètement préoccupé de l'expédition d'Espagne. Quand le souverain et la vieille garde furent partis de Paris pour relever le trône ridicule de Joseph à Madrid, l'Autriche ne dissimula plus ses préparatifs de guerre; elle commença ses hostilités contre la Bavière, l'intime alliée de Napoléon, et l'on vit le drapeau autrichien jusqu'à Ulm. Napoléon, revenu de ce mouvement inattendu, audacieux, arriva d'une seule enjambée à Paris. Il y trouva encore le comte de Metternich.

Ici commençait une position délicate pour l'ambassadeur, car la guerre d'Autriche avait été une véritable surprise. Napoléon se crut joué par M. de Metternich, et il ordonna au ministre de la police, Fouché, de le faire enlever et conduire de brigade en brigade jusqu'à la frontière. L'ordre était dur, brutal, contraire à toutes les convenances diplomatiques : est-ce qu'un ambassadeur n'est pas chargé de suivre les instructions de son gouvernement et de servir ses intérêts? Son devoir n'est-il pas de déguiser ce qui peut nuire à sa cour? Fouché, qui se réservait toujours une transaction dans l'avenir, exécuta avec politesse l'ordre de l'empereur : il se fit conduire chez l'ambassadeur, lui dit les motifs de sa visite, et lui en exprima les plus vifs regrets. Il y avait déjà du mécontentement dans l'esprit de Fouché, qui voyait de loin un terme à l'ambition insatiable de l'empereur. M. de Metternich et le ministre échangèrent, dans une confiance mutuelle, quelques épanchements sur les malheurs de la guerre et l'esprit envahisseur de Napoléon. Fouché, généralement fort expansif et fort abandonné, alla jusqu'à de singulières confidences sur la chute possible ou la mort même de son souverain. Enfin pour adoucir ses ordres rigoureux, un seul capitaine de gendarmerie, choisi par le maréchal Moncey, accompagna la chaise de poste de l'ambassadeur jusqu'à la frontière. M. de Metternich aime à raconter les circonstances curieuses de ce voyage qui ne fut pas sans péril, comme celui de l'aide de camp comte de Czernicheff, en 1812.

Alors le sol s'ébranlait. L'armée autrichienne, sous l'archiduc Charles, combattait avec vaillance pour la défense de la patrie et de son monarque. La bataille d'Essling menaça la fortune de Napoléon; on sait le désastre de cette journée, qui ne fut jamais bien connu en France : Preussisch-Eylau, la capitulation de Baylen et la bataille d'Essling, sur le Danube, me paraissent les trois points culminants qui apprirent au monde que les armées de Napoléon n'étaient plus invincibles; ces batailles eurent une influence morale sur les affaires de l'Europe. Il fallut Wagram pour rétablir le prestige de l'Empereur; le champ de bataille y fut disputé; mais jamais résultat ne fut plus décisif. Il se manifesta un grand découragement dans le cabinet de Vienne; le parti de la paix l'emporta.

La victoire avait alors prononcé entre la France et l'Autriche : il était impossible de résister à la fortune de Napoléon. Les deux partis qui divisaient la cour de Vienne se dessinèrent plus fortement; l'opinion de la paix, que représentait le comte de Bubna, prévalut dans le conseil de l'empereur, et le comte de Stadion, qui jusqu'alors avait dirigé les affaires sous l'influence du système anglais, fut obligé de se retirer du cabinet. Le ministère des affaires étrangères devint vacant, et l'empereur François II crut se rendre agréable à la France en indiquant pour ce poste le comte de Metternich, qui avait montré une aptitude remarquable dans son ambassade de France. M. de Metternich, réconcilié avec Napoléon, avait gardé un milieu entre la paix et la guerre, et de plus il adoptait déjà en politique cette attitude de neutralité armée, qui devint le symbole de la politique autrichienne depuis 1813. C'était alors une époque d'abaissement pour la vieille couronne allemande : le Moniteur avait annoncé que la maison de Lorraine avait cessé de régner! La monarchie autrichienne avait été vaincue dans la lutte; ses armées avaient éprouvé d'affreux revers; mais il restait à l'empereur François le dévouement de ses peuples, le sentiment d'indignation qu'ils éprouvaient à l'aspect de la domination française.

M. de Metternich fut envoyé comme plénipotentiaire, ainsi que le comte de Bubna, auprès de Napoléon, et les conférences s'engagèrent pour traiter de la paix. La conduite vigoureuse de l'Autriche avait profondément irrité le vainqueur. Jamais conférences ne furent plus vives, plus disputées; M. de Metternich appliqua toutes les ressources de son esprit à inspirer des sentiments de modération au glorieux capitaine. Si Napoléon conservait le souvenir de la conduite habile, silencieuse, de M. de Metternich en 1809, il savait qu'en favorisant son élévation auprès de l'empereur d'Autriche, il donnerait un appui et un représentant à son système. Ces motifs, joints à de mystérieuses menaces d'assassinat, aux affiliations populaires qui déjà s'agitaient pour l'indépendance, hâtèrent la conclusion du traité de Vienne. Ai-je besoin de rappeler que les Français usèrent de la victoire avec l'inflexible droit de la conquête?

M. de Metternich reçut, à la suite du traité de Vienne, le titre de chancelier d'État et la direction des affaires étrangères, poids immense dans les circonstances. Les populations étaient épuisées par l'invasion et la guerre, le trésor sans ressources, accablé sous les contributions de la France. Cette monarchie était privée de toute influence sur l'Allemagne : le traité de Vienne lui avait enlevé les derniers débris de sa puissance méridionale, et, à ses côtés était la confédération du Rhin, c'est-à-dire Napoléon; en face d'elle, la confédération helvétique, c'est-à-dire Napoléon; au midi, le royaume d'Italie, c'est-à-dire Napoléon. Il n'y avait que deux partis à prendre pour la maison d'Autriche : ou elle devait tenter une fois encore le sort des armes, ou apaiser l'empereur des Français par la plus profonde condescendance à tous ses désirs. Telle fut la pensée de M. de Metternich quand il songea au mariage d'une archiduchesse; et comme le disait l'implacable lady Castlereagh: « Il fallait livrer une vierge d'Autriche au Minotaure, pour l'assouvir! »

Si l'empereur des Français choisissait une femme parmi les grandes-duchesses de la famille Romanov, alors se trouverait accomplie la pensée d'Erfurt c'est-à-dire la formation de deux grands empires, autour desquels viendraient graviter de petites souverainetés intermédiaires : et M. de Metternich, pour éviter cela, poussa au

mariage de Napoléon avec Marie-Louise : ainsi, la maison autrichienne trouverait dans l'empereur des Français un protecteur réel, et l'amour d'un glorieux parvenu, aux pieds de la fille des rois, pourrait favoriser l'avenir de la monarchie allemande . En politique, il est permis de calculer l'effet des passions humaines sur le mouvement des affaires : la pensée du nouveau chancelier d'Etat, en préparant l'union d'une archiduchesse avec Napoléon fut donc de reconquérir ainsi, par une alliance de famille, ce que la guerre avait ôté à la maison d'Autriche. Le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise fut préparé et accompli par les soins du comte de Metternich.

Cependant le chancelier de l'empire suivait avec attention la tendance européenne. Au commencement de 1811, des indices certains signalèrent au cabinet de Vienne que des mécontentements allaient éclater entre la France et la Russie . Ces soupçons se changèrent en certitudes : M.Otto, ambassadeur de France à Vienne s'ouvrit tout à fait à M. Metternich et en vertu du principe de l'alliance , il proposa une sorte de ligne offensive et défensive dans la guerre que Napoléon se proposait de faire contre la Russie. Comme force active , l'empereur des Français ne sollicitait qu'un corps détaché de trente mille Autrichiens auxiliaires, lesquels devaient agir sur l'extrémité orientale de la Gallicie, au moment où l'armée française se porterait sur la Vistule. Ce traité stipulait de plus l'intégralité des possessions austro-polonaises et certaines cessions territoriales au profit de l'Autriche, en cas de succès contre la Russie. M. de Metternich voyait ainsi se réaliser les avantages de l'alliance française.

La campagne de 1812 commença. Le corps autrichien de trente mille auxiliaires fut porté sur la Vistule; s'il n'eut pas l'occasion de prendre une part active à la campagne, toutefois, il tint l'armée russe se déployant déjà sur les flancs de Napoléon. M. de Metternich suivait, avec une grande anxiété, les mouvements de l'armée d'invasion en Russie. La désastreuse retraite des Français se développa comme une épouvantable catastrophe, et le corps du prince de Schwartzenberg allait croiser la baïonnette avec les Russes.

Ici devait surgir un nouvel ordre d'idées, une nouvelle série de négociations. La retraite de Russie avait été si malheureuse qu'elle n'avait point laissé aux Français de forces suffisantes, non-seulement pour tenir la ligne de la Vistule, mais encore pour protéger celle de l'Oder. Si la Prusse et l'Autriche avaient maintenu religieusement leur alliance avec Napoléon, elles auraient dû entrer immédiatement en ligne , et opposer leurs forces aux Russes qui débordaient déjà de tous côtés. La situation des deux cours auxiliaires était difficile, car la nation allemande se prononçait avec une telle unanimité contre les Français, qu'il eût été impossible aux cabinets de Berlin et de Vienne de résister sans se mettre en opposition complète avec les peuples qu'ils gouvernaient. Et puis, si profondément humiliées par Napoléon , n'était-il pas naturel à ces deux cours de chercher un motif, ou, si l'on veut même, un prétexte pour s'affranchir de cette fatale sujétion? La Prusse, la première engagée en ligne, n'hésita point à délaissier une alliance qui faisait son déshonneur. Cet exemple contagieux, M. de Metternich ne le suivit point; seulement, une trêve de fait s'établit entre les armées russes et autrichiennes; le cabinet de Vienne se présenta aux yeux de la France comme le médiateur qui devait préparer la paix sur des bases mieux en rapport avec l'équilibre européen. Dans ses conférences avec le comte Otto, le chancelier impérial exposa nettement que la monarchie autrichienne ne s'écarterait point des principes de l'alliance avec la France; mais que, la situation ayant changé de nature par les derniers événements militaires, et les frontières de l'Autriche pouvant devenir le théâtre des hostilités, le cabinet de Vienne devait naturellement prendre une attitude plus dessinée, afin d'amener le terme d'une collision qui désormais allait toucher si immédiatement sa monarchie.

La mission du prince de Schwartzenberg, celle du comte de Bubna à Paris, furent dirigées dans le même esprit ; sans abdiquer l'alliance, le cabinet autrichien prétendait qu'elle ne pouvait plus reposer sur les mêmes éléments, en un mot, qu'il devait prendre une part plus décisive à la crise militaire qui allait s'accomplir. Le but de M. de Metternich dans cette nouvelle négociation était de préparer les bases d'une paix générale. Une telle résolution n'était pas tout à fait désintéressée de sa part; car, par suite de la position que les événements lui avaient faite, l'Autriche devait trouver des avantages territoriaux dans la nouvelle circonscription européenne qu'une pacification générale devait amener. Le parti anglais grandissait à Vienne, lord Walpole était arrivé avec des propositions de subsides et de cessions territoriales. A mesure que de nouveaux revers venaient affliger l'armée française, les populations allemandes se prononçaient, avec plus de vivacité. M. de Metternich persista néanmoins dans son système de médiateur par la conviction qu'il en résulterait un avantage réel pour son pays.

Ces négociations, durèrent pendant tout l'hiver de 1812 à 1813. A M. Otto avait alors succédé à Vienne le comte Louis de Narbonne, le représentant de l'alliance de famille. Napoléon espérait que la présence de M. de Narbonne rappellerait qu'une archiduchesse régnait sur l'empire français. Cette archiduchesse venait même, par un acte du sénat et de l'empereur, d'être officiellement établie régente pendant l'absence de Napoléon; le gouvernement était ainsi dans ses mains, comme une nouvelle garantie donnée à l'Autriche des sentiments personnels du gendre de François II. En politique , les alliances se fondent sur des intérêts

positifs. Napoléon avait trop abusé de la victoire : cet empire qui s'étendait de Hambourg à Venise, ce protectorat pesant sur l'Allemagne, la Prusse, l'Italie, la Suisse, la Hollande; ce despotisme de diplomatie, appesanti sur la Suède, le Danemark, devaient avoir leur terme. Après l'action, venait la réaction.

Pendant ce temps, des levées considérables se faisaient sur tout le territoire autrichien ; l'armée devait être portée au complet de trois cent mille hommes. M. de Metternich justifiait ces armements par la position naturelle dans laquelle se trouvait l'Autriche; quand les belligérants étaient si rapprochés du territoire d'un neutre, il paraissait tout naturel que ce neutre prit des précautions pour préserver sa propre monarchie. Par cette position que M. de Metternich donnait à l'Autriche, elle devenait puissance prépondérante avec le droit d'exiger, comme indemnité, des avantages réels; admirable changement de position qui laissait au cabinet de Vienne la liberté d'une décision définitive !

Alors le baron de Weissenberg partait secrètement pour Londres, sous le prétexte officiel d'amener la pacification générale, mais dans le but de pressentir le cabinet anglais sur les avantages qu'il pourrait faire à l'Autriche en subsides et en territoire, au cas où celle-ci se prononcerait formellement pour la coalition et lui apporterait ses forces considérables sur un pied de guerre de quatre cent cinquante mille hommes. Or, tout cela se faisait dans le mois de mars 1813. Quand le canon de Lutzen et de Bautzen retentit, les armements de l'Autriche s'augmentèrent; derrière la Bohême se masquaient déjà près de deux cent mille Autrichiens; contre qui allaient se déployer ces immenses forces? A ce moment, M. de Metternich se présenta encore comme médiateur pour préparer l'armistice de Plesswitz, définitivement réglé à Neumarkt : l'Autriche déclarait toujours que le conflit armé embrassant quatre cents lieues de ses frontières, il était impossible qu'elle restât plus longtemps sans se dessiner comme partie active dans le combat, si les belligérants ne se rapprochaient pas les uns des autres par la paix. M. de Metternich passait ici de l'alliance avec Napoléon à la neutralité armée, et cette situation pouvait-elle durer pour une puissance aussi importante que l'Autriche? Dans l'effervescence des esprits en Allemagne, pouvait-on froidement calculer le point où la médiation s'arrêterait pour le casus belli ?

La Russie et la Prusse avaient intérêt à ménager une cour qui pouvait amener en ligne deux cent mille hommes de bonnes troupes. Après quelques observations aigres, et peu mesurées, Napoléon, à son tour, accepta cette médiation, sorte de point d'arrêt aux événements militaires, expression de la lassitude d'une armée épuisée de batailles. On voit le grand rôle que M. de Metternich avait créé à l'Autriche dans ces négociations : car en s'abouchant les uns avec les autres, les plénipotentiaires pouvaient auparavant traiter en dehors des intérêts autrichiens, tandis qu'avec cette attitude nouvelle le cabinet de Vienne devenait l'intermédiaire indispensable de toutes négociations. Or, l'Autriche offrait-elle sa médiation de bonne foi, dans un but sincère de la paix, ou comme un leurre seulement, pour mieux préparer le développement de ses forces militaires? Ceci devient une question sérieuse d'histoire.

Il faut rappeler qu'après les batailles de Lutzen et de Bautzen, on désirait la paix, en France même, sous la tente de Napoléon, aux veillées militaires comme le matin des batailles; on se battait, mais non plus avec cette gaieté, cet enthousiasme des victoires d'Austerlitz et de Léna. Napoléon subissait la grande voix de l'opinion publique; mais son caractère de fer pouvait-il se plier aux circonstances? Jusques alors, général, consul, empereur, il avait dit aux puissances vaincues : « Voilà des conditions, acceptez-les; et s'il y a un adoucissement, c'est à ma générosité que vous le devez. » En 1813, la situation avait changé: les cabinets se présentaient avec des forces aussi considérables que celles de la France. et animés de l'ardeur des batailles, d'un vif désir de réparer leur vieille humiliation et de reconquérir leur indépendance. Les puissances avaient signé l'armistice de Neumarkt, surtout pour suivre les négociations secrètes avec le prince royal de Suède, et décider l'Autriche à entrer dans la ligue. Je crois qu'elles désiraient moins la paix qu'elles ne se donnaient le temps nécessaire de préparer leurs vastes moyens militaires en détachant l'Autriche du rôle de médiatrice, pour l'entraîner à se joindre à elles dans la guerre contre l'ennemi commun; la sainte Allemagne debout voulait qu'on en finit avec son oppresseur; or, M. de Metternich garderait-il cette neutralité, et l'Autriche ne serait-elle pas portée à changer de rôle ?

N'oublions pas dans quelle position se trouvait le cabinet de Vienne. N'avait-il pas droit d'obtenir diplomatiquement à tous les avantages de sa position ? On sait toutes les pertes territoriales que la maison d'Autriche avait éprouvées en Italie : le Milanais, le Tyrol, les provinces illyriennes lui avaient été successivement arrachés, et n'était-il pas naturel qu'elle profitât de sa médiation armée, bonne position dans laquelle M. de Metternich avait su la placer? Si la paix générale lui avait procuré les avantages qu'elle souhaitait, l'Autriche ne se serait pas jetée dans la coalition contre l'empire français ; sinon elle devait chercher à reconquérir dans la guerre ce que le sort des batailles lui avait enlevé. Ce fut alors que pour justifier cette situation délicate, M. de Metternich commença cette école élégante du noble langage diplomatique, dont M. de Gentz devint, depuis, l'organe le plus distingué. On voit M. de Metternich développer dans ses notes ses principes sur l'équilibre européen, qui tendait à amoindrir l'immense puissance de Napoléon, au profit des États coalisés. Je ne sache rien de plus remarquablement écrit que

ces notes, un peu vagues dans leurs détails, mais si bien mesurées d'expressions qu'elles n'engageaient jamais ni le cabinet, ni l'homme.

Après la signature de l'armistice de Neumarkt, Napoléon avait porté son quartier général à Dresde; des notes successives du cabinet de Paris demandaient sans cesse à l'empereur François II la signature des préliminaires d'un traité de paix. M. de Metternich, porteur d'une lettre autographe de son souverain en réponse aux ouvertures qui lui avaient été faites, se rendit à Dresde, chargé de pressentir Napoléon sur ses intentions définitives par rapport à la paix. La conférence dura presque une demi-journée; l'empereur, dans son costume militaire, se promenait à grands pas, les yeux animés, les gestes vifs, saccadés; il prenait, quittait son chapeau, puis se laissait tomber, couvert de sueur, dans un vaste fauteuil; on voyait qu'il était mal à l'aise, car il jeta ces paroles peu mesurées à M. de Metternich : « Votre cabinet veut donc profiter de mes embarras? Il s'agit pour vous de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il faudra vous placer décidément au rang de mes ennemis. Eh bien! voyons; traitons ; j'y consens. Que voulez-vous ? »

A cette brusque sortie, à cette interpellation si peu diplomatique, M. de Metternich se borna à répondre « que l'Autriche désirait établir un ordre de choses qui, par une sage répartition de forces, placerait la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'États indépendants; le but du cabinet de Vienne devait être la destruction de la prépondérance unique de l'empereur Napoléon, en substituant à cette immense puissance un équilibre qui fit entrer l'Autriche, la Prusse et la Russie dans un état complet d'indépendance à l'égard de l'empire français. » Comme résumé de ces conditions, l'Autriche réclamait l'Illyrie et une frontière plus étendue vers l'Italie. Le pape devait reprendre ses États, la Pologne subissait un nouveau partage; l'Espagne devait être évacuée par l'armée française, ainsi que la Hollande; la confédération du Rhin et la médiation suisse devaient être abandonnées par l'empereur, accablé déjà par la fortune.

C'était ainsi le démembrement de l'oeuvre gigantesque élevée par les veilles et les victoires de Napoléon....